

TOP CONTACT

Quotidien d'informations générations et d'investigations
Mail: journaltopcontact@gmail.com
Directeur de Publication François Régis WOLOSSEGALAMA

N°3189
Du 24 juin 2022
Prix : 300 F CFA

**Le général Ludovic Ngaïfei est acquitté
après avoir passé 1 an et 5 mois en prison**

**La République Centrafricaine est totalement prise en otage par
de grands criminels, des mafieux de haut calibre**



**Visite du Ministre de l'Education nationale S.E.M MOUKADAS NOURE Aboubakar pour
le lancement de la campagne de recrutement 2022-2023 à l'université privée GUTSCHOOL**

Deux morts à la suite d'un braquage dans la commune de Bimbo



Les vols à mains armées sont loin de prendre fin à Bimbo. Un conducteur de mototaxi et un commerçant ont été abattus par des bandits dans la nuit du 18 juin 2022, au quartier Batalimo. Une autre personne a également été blessée par balle. Dépassés, les habitants appellent les autorités à renforcer la sécurité dans le secteur.

D'après des sources locales et sécuritaires, les faits se sont déroulés simultanément à deux endroits et au même moment aux environs de 23 heures. Le premier a eu lieu au niveau de la rue du grand séminaire. Les agresseurs s'en sont pris à un conducteur de mototaxi et son passager. Sous les coups de

feu, le conducteur a été abattu par ces braqueurs ; son passager, lui, s'en est tiré avec des blessures à l'épaule.

"Il s'agit d'un conducteur de mototaxi qui a été braqué au niveau du grand séminaire. Ce dernier avait à son bord un militaire qui revenait d'une mission à l'intérieur du pays. Au cours des échanges de tirs avec les bandits, le soldat a été blessé par balle. Le conducteur, lui, a malheureusement trouvé la mort" a témoigné un habitant.

« Nous avons remarqué qu'il avait reçu une balle au cou »

La 2^{ème} violence s'est produite sur la rue Micheline. Là encore, les détonations d'armes ont surpris les habitants dans leur lit.

"Vers 23heures, il y a eu des coups de feu partout. On ne savait pas ce qu'il se passait. Maintenant vers minuit, nous avons brusquement constaté un véhicule venir cogner la clôture d'un de nos voisins. Lorsque la gendarmerie est arrivée sur les lieux, c'est là où nous avons remarqué que le conducteur avait reçu une balle au cou" a raconté un autre témoin.

Remontés et dépassés par cette recrudescence d'insécurité, les habitants réclament

l'installation d'un check-point des Forces de défense et de sécurité dans leur secteur.

« Envoyez-nous des militaires »

"Nous avons été surpris par ces détonations d'armes. Vraiment, nous sommes abandonnés face à cette situation. Nous souhaitons avoir des check-points dans le quartier. Nous demandons ainsi au président de la République de nous envoyer des militaires pour assurer la sécurité de la population de Gbanikola" a imploré une riveraine.

Ces derniers temps, les braquages sont devenus le lot quotidien des habitants de Bimbo, notamment, ceux de Batalimo et autres. Les victimes de ces violences pointent du doigt l'absence d'éclairage public et le manque de poste des forces.

RNL

TOP CONTACT

Directeur de Publication

François Régis WOLOSSEGALAMA
Tél : 75.66 65 57

REDACTION
Rédacteur en chef
Pierre IGNALIBO

REDACTEURS
Pierre BALEKOUZOU
François Régis WOLOSSEGALAMA
Paul AMOKOKPILA
Jean Jacques ALANGA

Chargée de relation extérieures
Nadine Ursela SARAMALE

Secrétariat informatique
Master computer

Imprimerie : Le DAUPHIN

TOP CONTACT

Quotidien d'informations générations et d'investigations

Mail: journaltopcontact@gmail.com

Directeur de Publication François Régis WOLOSSEGALAMA

N°3189

Du 24 juin 2022

Prix : 300 F CFA

Le général Ludovic Ngaïfei est acquitté après avoir passé 1 an et 5 mois en prison

La République Centrafricaine est totalement prise en otage par
de grands criminels, des mafieux de haut calibre



Visite du Ministre de l'Education nationale S.E.M MOUKADAS NOURE Aboubakar pour
le lancement de la campagne de recrutement 2022-2023 à l'université privée GUTSCHOOL

Deux morts à la suite d'un braquage dans la commune de Bimbo



Les vols à mains armées sont loin de prendre fin à Bimbo. Un conducteur de mototaxi et un commerçant ont été abattus par des bandits dans la nuit du 18 juin 2022, au quartier Batalimo. Une autre personne a également été blessée par balle. Dépassés, les habitants appellent les autorités à renforcer la sécurité dans le secteur.

D'après des sources locales et sécuritaires, les faits se sont déroulés simultanément à deux endroits et au même moment aux environs de 23 heures. Le premier a eu lieu au niveau de la rue du grand séminaire. Les agresseurs s'en sont pris à un conducteur de mototaxi et son passager. Sous les coups de

feu, le conducteur a été abattu par ces braqueurs ; son passager, lui, s'en est tiré avec des blessures à l'épaule.

"Il s'agit d'un conducteur de mototaxi qui a été braqué au niveau du grand séminaire. Ce dernier avait à son bord un militaire qui revenait d'une mission à l'intérieur du pays. Au cours des échanges de tirs avec les bandits, le soldat a été blessé par balle. Le conducteur, lui, a malheureusement trouvé la mort" a témoigné un habitant.

« Nous avons remarqué qu'il avait reçu une balle au cou »

La 2^{ème} violence s'est produite sur la rue Micheline. Là encore, les détonations d'armes ont surpris les habitants dans leur lit.

"Vers 23heures, il y a eu des coups de feu partout. On ne savait pas ce qu'il se passait. Maintenant vers minuit, nous avons brusquement constaté un véhicule venir cogner la clôture d'un de nos voisins. Lorsque la gendarmerie est arrivée sur les lieux, c'est là où nous avons remarqué que le conducteur avait reçu une balle au cou" a raconté un autre témoin.

Remontés et dépassés par cette recrudescence d'insécurité, les habitants réclament

l'installation d'un check-point des Forces de défense et de sécurité dans leur secteur.

« Envoyez-nous des militaires »

"Nous avons été surpris par ces détonations d'armes. Vraiment, nous sommes abandonnés face à cette situation. Nous souhaitons avoir des check-points dans le quartier. Nous demandons ainsi au président de la République de nous envoyer des militaires pour assurer la sécurité de la population de Gbanikola" a imploré une riveraine.

Ces derniers temps, les braquages sont devenus le lot quotidien des habitants de Bimbo, notamment, ceux de Batalimo et autres. Les victimes de ces violences pointent du doigt l'absence d'éclairage public et le manque de poste des forces.

RNL

TOP CONTACT

Directeur de Publication

François Régis WOLOSSEGALAMA
Tél : 75.66 65 57

REDACTION
Rédacteur en chef
Pierre IGNALIBO

REDACTEURS
Pierre BALEKOUZOU
François Régis WOLOSSEGALAMA
Paul AMOKOKPILA
Jean Jacques ALANGA

Chargée de relation extérieures
Nadine Ursela SARAMALE

Secrétariat informatique
Master computer

Imprimerie : Le DAUPHIN

L'unique centre de prise en charge des drépanocytaires dépourvu de moyens



L'unique centre de prise en charge des malades drépanocytaires du pays dans le 1er arrondissement de Bangui

Pour la prise en charge des malades souffrant de la drépanocytose, la République centrafricaine ne dispose que d'un seul centre de recherche et de lutte contre cette maladie. Cet unique centre situé à Bangui reçoit plus de soixante malades par jour, mais éprouve d'énormes difficultés. Il s'agit, entre autres, du manque de médecins qualifiés, de laborantins, d'équipements médicaux et de médicaments.

Situé au Centre national hospitalier de Bangui (CNHUB), le centre de prise en charge des drépanocytaires, n'est composé

que de 5 salles d'hospitalisation pour 22 lits et accueille plus de 60 malades par jour. Une cinquantaine de personnel soignant y travaille en rotation pour suivre les patients.

"Nous fonctionnons 24 H/24 avec des consultations et suivis de routine. Il y a un service de garde qui est là pour surveiller les patients qui sont hospitalisés. Mais le centre n'a vraiment pas la capacité d'accueillir beaucoup de malades. Pour illustration, nous plaçons dans la salle de réanimation même ceux qui n'ont pas besoin d'une intervention d'urgence"», explique Nadège Madopéo, médecin chef du centre.

"Nous avons un problème de délestage tous les jours"

Si le centre fait face à une faible capacité d'accueil, selon Nadège Madopéo, la fourniture en énergie pose aussi problème en rai-

son de multiples délestages.

"Nous avons un problème de délestage tous les jours et nous n'avons pas un groupe électrogène. Du coup, nos patients qui doivent être placés sous oxygène sont en difficulté et cela nous inquiète aussi. Au niveau du laboratoire, nous l'ouvrons de 7h à 15h mais nous n'avons pas assez de laborantins. De fois, nous sommes en rupture de médicaments", fait-elle savoir.

Un parcours difficile pour les parents des malades

Rita a quitté Bimbo pour amener sa fille de 7 ans au rendez-vous. Cela fait plus d'un an qu'elle fréquente ce centre. Elle apprécie l'accueil et la qualité des soins, mais déplore quelques difficultés rencontrées par les parents des patients.

"Les salles sont petites. Souvent, les médicaments manquent quand il s'agit d'une intervention d'urgence. Nous sommes parfois obligés de sortir et d'aller dans les pharmacies de la place pour en acheter", témoigne Rita.

Le centre de recherche de lutte contre la drépanocytose est créé en 2018 dans le but d'aider et de soulager les souffrances des drépanocytaires. Cependant, la prise en charge n'est pas totalement gratuite. Cette situation entraîne souvent la mort de certains patients qui n'ont pas assez de moyens, selon le médecin chef qui indique également que 5 drépanocytaires ont perdu la vie au mois de mai dernier.

RNL

La République Centrafricaine est totalement prise en otage par de grands criminels, des mafieux de haut calibre



L'ex-ministre Mohamed Moussa

« Le régime politique qui dirige la République centrafricaine est corrompu. C'est un régime qui est sous pression de l'extérieur. Les membres du groupe Wagner ont pris le commandement de la politique et de la sécurité du pays. Ils ont infiltré tout l'appareil d'État. Les décisions hautement politiques ne sont plus souveraines, que ce soit au niveau du gouvernement ou au

niveau du parlement, car elles sont guidées par des intérêts particuliers. Le groupe Wagner dirige le pays », déclare Mohamed Daffhane dans son discours en anglais, du 18 juin 2022, adressé à la communauté diplomatique et financière concernant son pays, la RCA.

Comme disait maître Crépin Mboli-Goumba, ancien ministre d'État, Président du PATRIE, Pour être efficace, le pouvoir a besoin d'être entouré de mystère. Un pouvoir moqué, méprisé, décortiqué dont le centre est tenu par des personnages sulfureux et injurieux ne peut avoir l'autorité morale pour représenter et gouverner. C'est exactement ce que disait aussi l'ancien ministre Mohamed Daffhane dans son discours. Et ceci est confirmé par le chef de l'opposition, le député Anicet Georges Dologuélé, qui, dans son interview au magazine Jeune Afrique, pense que **« certaine pègre, c'est-à-dire un groupe des truands et des voleurs, a beaucoup d'influence sur le Président Faustin-Archange Touadéra, qui semble avoir de l'admiration pour ce milieu ».**

C'est pourquoi, l'ancien ministre

Mohamed Daffhane, dans son discours en anglais, du 18 juin 2022, adressé à la communauté diplomatique et financière, sollicite l'appui de l'Union européenne et l'Union africaine « à nous débarrasser de toute cette mafia institutionnalisée ! ».

D'après lui, certains jeunes éléments des forces de défense et de sécurité ont été formés militairement pour assassiner, torturer et kidnapper des citoyens. L'aile civile de ces jeunes, appelés « REQUINS », a pour mission d'intimider l'opposition démocratique et la société civile.

« Dans les rues de la capitale Bangui, la peur a gagné les cœurs, et les bouches se ferment. Face à toutes ces souffrances morales, psychologiques et même physiques, les membres de la famille de l'opposition sont soumis à une torture morale considérable », déclare l'ancien ministre Mohamed Daffhane.

Rappelons que le Président Faustin Archange Touadéra est le seul chef d'État en Afrique centrale a fait appel aux mercenaires de la société russe Wagner. Cette entreprise de mafia russe a mis toutes ses influences sur les autorités centrafricaines. En dehors de cette société, le chef de l'État faisait appel régulièrement à certains mafieux africains, d'autres sont nommés conseillers à l'Assemblée nationale et la présidence de la République.

CNC

Visite du Ministre de l'Éducation nationale S.E.M MOUKADAS NOURE Aboubakar pour le lancement de la campagne de recrutement 2022-2023 à l'université privée GUTSCHOOL



sources naturelles, pour y parvenir nous devons mettre l'accent sur la formation socio-professionnelle. Il félicite le promoteur de GUTSCHOOL qui a vite compris cette préoccupation et a introduit dans le module de formation l'**entreprenariat**. Déjà pour la rentrée académique 2022-2023, l'inscription à GUTSCHOOL est gratuite pour les filles. Voilà une belle politique.

Le Ministre de l'éducation nationale, félicite le promoteur de GUTSCHOOL pour sa vision d'avenir et ce qu'il fait mérite d'être appuyé et soutenu afin qu'on ait de bon produit.

Le mercredi 22 juin 2022, l'université privée GUTSCHOOL a reçu la visite du Ministre de l'éducation nationale, S.E Moukadas Noure Aboubakar.

Le membre du gouvernement a d'abord visité l'établissement avant de signer un livre d'or marquant son passage à GUTSCHOOL. Dans son entretien avec la presse, il a souligné le fait que GUTSCHOOL met l'accent sur la formation professionnelle dans le secteur informel, porteur de l'économie.

Il a souhaité que les femmes soient beaucoup

impliquées dans cette formation car elles sont très nombreuses dans le pays et capables de relever le défi. Pour



un pays comme la RCA, nous devons valoriser nos res-

François WOLOSSE

Le général Ludovic Ngaïfei est acquitté après avoir passé 1 an et 5 mois en prison



Le général Ludovic Ngaïfei, ancien chef d'État major des forces armées centrafricaines (FACA), interpellé à son domicile du quartier PK11 dans la nuit du vendredi à samedi 16 janvier

2021, et placé en mandat de dépôt à la prison militaire de camp de Roux à Bangui, vient d'être libéré par la dernière session de la cour criminelle.

Le général Ludovic Ngaïfei, ancien chef d'État major à la retraite, est ressorti jeudi 28 janvier libre de son procès ce mardi 21 juin 2022.

«Le parquet n'a pas été ca-

pable de nous apporter des preuves qui font du général Ludovic Ngaïfei l'auteur de tous les crimes qu'on lui impute », a déclaré un membre de la famille de l'accusé.

D'ailleurs, le jeudi 28 janvier 2021, lors de son audition au parquet général du tribunal de grande instance de Bangui, le procureur lui avait déclaré clairement que son dossier est vide. Il peut rentrer chez lui. Mais l'homme, qui veut sauver son honneur, avait répondu au procureur général qu'il n'entend pas ressortir libre de cette manière. Il faut que les Centrafricains écoutent et comprennent clairement ce qui m'est arrivé.

« Je ne suis pas dans ce genre de manœuvre », déclarait – t' – il à cette époque.

Ainsi, dans la soirée du jeudi 28 janvier 2021, à sa sortie du parquet, il avait été conduit à la prison de camp de Roux, où il a passé 1 an et 5 mois jusqu'à son procès du 21 juin 2022, où il est ressorti officiellement libre.

Enfin, avec sa santé qui s'est dégradée en prison, l'homme a intérêt à se soigner rapidement, selon son entourage.

CNC

Lisez Top contact
votre fidèle
informateur

Le sous-lieutenant Yvon Konaté acquitté par la Cour d'Appel de Bangui



Dans son verdict du mercredi 15 juin 2022 à Bangui, la Cour criminelle, malgré la réquisition du ministère public, a acquitté Yvon Konaté, un officier des Forces armées centrafricaines. Accusé d'atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat, de rébellion, d'association de malfaiteurs, de vols aggravés et de tentative de meurtre, le sous-lieutenant Yvon Konaté a été innocenté, selon le parquet, pour infraction non-constituée.

Arrêté en décembre 2020 à Bossembélé dans l'Ombella-Mpoko alors qu'il revenait de Bossangoa dans le Nord du pays, où "il s'était mis à l'abri", Yvon Konaté a affirmé à la Cour avoir reçu des menaces de la part de certains éléments de la garde présidentielle. Toutefois dans son réquisitoire, le ministère public a requis 10 ans de travaux forcés contre l'accusé. Chose que les avocats de la défense ont considéré comme de simples déclarations non-fondées. « Acquitté pour infraction non-constituée »

Après ces diverses contradictions, la Cour acquitte le prévenu. "La cour, statuant publiquement, contradictoirement à l'égard de l'accusé avec le concours des jurés à la majorité des voix ; en matière criminelle et en dernier ressort sur la culpabilité, acquitte l'accusé Konaté Yvon pour infraction

non-constituée en ce qui concerne l'atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat, association de malfaiteurs et rébellion" a martelé Alfred Ndakala, président de la Cour.

Pour la défense, l'acquittement de son client a déjà été garanti après le réquisitoire du ministère public qui n'a pas du tout duré.

« Il y avait un doute sur la supposée infraction »

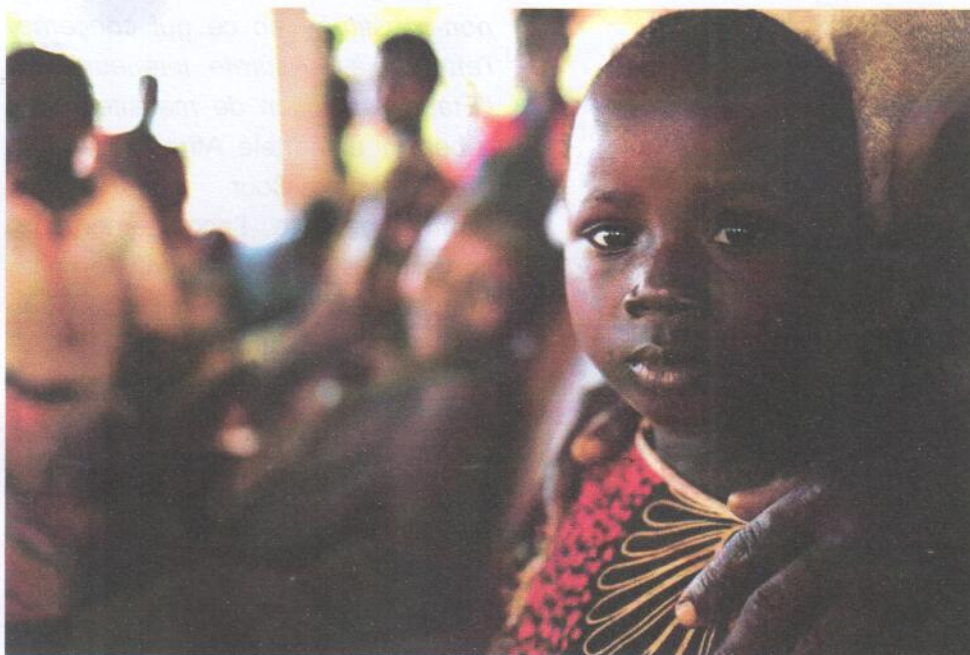
"Nous avons pu amener la Cour, composée de magistrats de carrière 3, à se rendre compte que le procureur n'a pas apporté assez d'éléments de preuve pour certaines infractions. Il y avait également un doute sur l'infraction de soi-disant tentative de meurtre" a affirmé maître Arlette Sombo-Dibélé, avocate de l'accusé.

Plus d'un mois après son ouverture, la première session criminelle de l'année 2022 à déjà connu quatre (4) acquittements, mettant ainsi en liberté près d'une trentaine de personnes et 11 condamnations. Cette session criminelle se poursuit ce jeudi avec d'autres affaires..

RNL

Lisez Top contact
votre fidèle
informateur

Ombella-Mpoko : au moins 9 enfants sur 10 n'ont pas d'actes de naissance dans le village Ndangala



Un enfant centrafricain pris en charge par le HCR dans la préfecture de Lobaye

Au village Ndangala, localité située à 30 kilomètres au Sud de Bangui dans la préfecture de l'Ombella-Mpoko, l'immense majorité des enfants ne possèdent pas d'acte de naissance. Sans existence officielle, l'avenir de ces derniers est compromis. Un casse-tête pour les responsables d'établissements scolaires.

Pas d'acte de naissance, pas d'existence officielle. D'après une étude de l'ONG Solidarité africaine document essentiel.

« Ils sont dépourvus de tout document »
"Nous sommes allés dans des ménages, dans des centres

de santé et pédagogiques. Ce qui nous a permis de faire des statistiques. Ainsi, sur 10 enfants enregistrés, 09 ne disposent pas d'acte de naissance. Ils sont dépourvus de tout document. C'est déjà un problème" a fait savoir Dieu-Merci Fulgence Yamessé, vice-président de l'ONG Solidarité africaine.

Une information confirmée par les autorités locales. Lesquelles insistent sur l'importance de ce document pour pouvoir aller à l'école voire chercher un emploi.

« Ce document est la pièce maîtresse de la vie »

"Beaucoup d'enfants ici ne disposent pas d'actes de naissance. Pourtant ce

document est la pièce maîtresse de la vie. Aujourd'hui si tu ne possèdes pas d'acte de naissance, tu ne pourras pas aller à l'école ou prétendre chercher à travailler" a déploré Armand Rock Souabiti, chef de groupe au village Ndangala.

Ces difficultés sont couramment observées dans les établissements scolaires de ce village, notamment, lors des inscriptions. Une peine d'après les responsables.

« Cela nous cause beaucoup de problèmes »

"Dans nos établissements, ce problème impacte énormément les enfants. Car généralement lors des inscriptions, les parents viennent les mains vides. Très souvent, ils ne maîtrisent même pas la date exacte de la naissance de leurs enfants. Cela nous cause beaucoup de problèmes" a regretté Albin Jean-Baptiste Guégbélet, directeur de l'école primaire de Ndangala.

Au village Ndangala comme partout ailleurs en République centrafricaine, plusieurs parents ignorent encore l'importance de faire établir ce document d'Etat-civil à leurs enfants.

RNL